



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 8 - vendredi 26 juin 2009

Dans ce numéro :

- Après la dérobade des directions syndicales, Sarkozy tente de reprendre l'offensive
- Le mirage de la reprise ou comment la politique des classes dominantes alimente leur crise
- Israël-Palestine : l'impasse du nationalisme et la nécessité de renouer avec une politique prolétarienne
- 150^{ème} anniversaire de la parution de « l'Origine des espèces » - Le socialisme ou la continuité de l'évolution des sociétés humaines...

Après la dérobade des directions syndicales, Sarkozy tente de reprendre l'offensive

Le 22 juin, juste avant l'annonce du remaniement de son gouvernement, Sarkozy a fait en grande pompe son discours devant le Congrès. Après la contestation de ces derniers mois, le voilà qui se drapé dans la posture au-dessus de la mêlée pour mieux passer à l'offensive contre le monde du travail.

Les mesures annoncées relèvent de la même politique menée par le gouvernement depuis le début de la crise : « *Nous devons continuer à garantir la stabilité de notre système bancaire* », c'est-à-dire continuer d'injecter encore plus d'argent public pour les banquiers, au détriment des besoins du plus grand nombre ! Et cynique, il rajoute même quelques généralités contre l'exclusion en déclarant « *pour atteindre l'égalité, il faut savoir donner plus à ceux qui ont moins* » !

Reprenant son discours populiste, il déclare « *je ne ferai pas la politique de la rigueur* » pour justifier qu'il ne reviendra pas sur les mesures fiscales profitant aux plus riches. Par contre, pour s'attaquer au « *mauvais déficit* », il annonce toute une série de mesures contre les services publics et le monde du travail dans son ensemble : « *Nous ne reculerons pas sur la règle du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite dans la fonction publique (...) Nous irons plus loin dans la maîtrise des dépenses de santé (...) Nous irons jusqu'au bout de la réforme des collectivités locales (...) Nous serons au rendez-vous de la réforme des retraites. 2010 sera un rendez-vous capital. Il faudra que tout soit mis sur la table : l'âge de la retraite, la durée de cotisation, la pénibilité* ».

Sarkozy et Fillon reprennent l'initiative et s'appêtent à mener l'offensive. Prudemment tout de même, au vu des mouvements sociaux de ces derniers mois et de la forte abstention lors des élections. Mais il est clair aujourd'hui que si Sarkozy peut tenir ce discours, la raison en est surtout que le 26 mai puis le 13 juin ont signifié la fin de la puissante montée de mécontentement qui s'était exprimée particulièrement les 29 janvier et 19 mars.

En ce sens, les directions des confédérations syndicales portent une lourde responsabilité dans la situation. A craindre l'affrontement avec le pouvoir, elles lui laissent la possibilité de reprendre les choses en main par la méthode habituelle du « *dialogue social* » pour imposer les reculs.

Ainsi, Sarkozy ouvre tout un cycle de pseudo-discussions avec les « *partenaires sociaux* » dès le 1^{er} juillet pour discuter des priorités de son nouvel emprunt ! Le Medef les rencontre aussi pour discuter de la « *modernisation du dialogue social* », mais également de l'augmentation du quota d'heures pour le chômage partiel ou du prêt de main d'œuvre !

La politique du pouvoir est claire : s'appuyer sur les directions des grandes confédérations syndicales et sur le prétendu dialogue social dont elles se font complices pour encadrer la contestation et tenter de la faire rentrer dans le rang.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

L'attitude de la CGT, qui vient d'envoyer son service d'ordre évacuer brutalement les sans-papiers qui occupaient la Bourse du travail de Paris, au moment même où Hortefeux est nommé ministre de l'intérieur, témoigne de sa profonde intégration à l'ordre établi, de ses liens avec le pouvoir.

Mais la révolte et les luttes qui viennent de se produire ne vont pas s'effacer aussi facilement. Ainsi, au moment même où le mouvement semble fini, des débuts de coordination se mettent en place. Le succès certes relatif mais bien réel des ouvriers de Continental sert de point d'appui pour organiser des actions communes avec les Goodyear comme la manifestation du 6 juin à Compiègne. Ces actions donnent confiance à d'autres, comme les salariés de Lear qui ont manifesté à Paris le 9 juin aux côtés des salariés de Molex, de PSA-Aulnay et de Safran. Le 24 juin, la manifestation des « Contis », contre les poursuites judiciaires pour 7 d'entre eux, a été également rejointe, malgré les barrages policiers, par les sous-traitants et salariés de PSA qui avaient répondu à l'appel des ouvriers de la PTPM (équipementier Trèves) pour une manifestation à la direction de PSA. A la fin de leur manifestation, le porte-parole des « Contis » a interpellé Thiobault et Chérèque : « *Il faudrait leur dire que c'est eux qui devraient être là aujourd'hui et ils préfèrent frayer avec le gouvernement* ».

Ces signes témoignent que la révolte ouvrière n'a pas épuisé ses forces voire même qu'elle commence à tirer des enseignements des premiers échecs. Comment pourrait-il en être autrement quand une telle vague de luttes a été étouffée sans avoir pu aller jusqu'au bout de ses possibilités ? Au cœur même du ressac, de nouvelles convergences vont se tisser, une remontée se préparer.

Car la vague de mécontentement que nous venons de connaître est bien la première révolte contre la crise, ses conséquences. Les conditions qui y ont conduit, loin de s'effacer, vont devenir encore plus fortes, plus dures, plus pressantes.

Le refus de payer leur crise

Depuis le retour des congés d'été 2008 un ras-le-bol très profond a commencé à s'accumuler, alimenté en particulier par les plans de relance : il n'y avait pas de fric pour les salaires ou les services publics, il y avait brusquement des milliards pour les banquiers ! Le sentiment général d'avoir été trompé, floué, s'est renforcé, comme l'exaspération face à l'arrogance du pouvoir dont le bouclier fiscal devint le symbole.

En début d'année, libérées des rivalités des élections prud'homales, les directions des organisations syndicales n'ont pas pu faire autrement que de s'unir pour laisser s'exprimer le mécontentement, répondre à l'insatisfaction, aux impatiences des équipes militantes.

Elles l'ont fait en se gardant bien de fixer des objectifs au mouvement. La plate-forme du 5 janvier rassemblait une série d'exigences sur lesquelles les directions des confédérations syndicales pouvaient se retrouver ensemble dans le cadre du dialogue social mais nullement dans la volonté de fixer des objectifs au mouvement.

Le puissant succès de la journée du 29 janvier loin de les convaincre d'accélérer la marche et de définir une politique dans le but de faire reculer patronat et gouvernement, les a au contraire convaincues de la nécessité de laisser le temps faire son travail. Il a fallu attendre le 19 mars pour avoir une nouvelle journée nationale dont la force étonna les plus optimistes mais qui n'eut d'autre suite que le faux-semblant du 1^{er} mai... Le nombre de manifestants y était trois fois moindre que les 29 janvier et 19 mars, moins à cause du week-end prolongé qu'en raison de la lassitude inévitablement engendrée par la succession de journées d'action sans perspective.

Pourtant, entre ces journées, le regain d'activité militante était bien vivant. Dans la plupart des universités, une mobilisation des enseignants, personnels BIATOS et étudiants, prenant en main leur mouvement, a duré trois mois, avec des blocages plus ou moins longs dans une quarantaine d'entre elles. Dans les hôpitaux, les journées d'action des 10 février, 5 mars et 28 avril ont été des succès. La dérobade syndicale y fut telle que les chefs de service se trouvèrent de fait à la tête du mouvement ! Il y eut également la grève des postiers du 92 durant deux mois et demi contre le projet « Facteur d'avenir », celle des électriciens et gaziers pendant huit semaines au niveau national. Cette grève offensive, menée par des jeunes pour les salaires et les conditions de travail, est restée isolée. La direction de la CGT, qui a combattu son extension, craignait trop que les salariés d'EDF-GDF puissent devenir l'aile marchante pour un mouvement d'ensemble.

Il y a eu surtout l'entrée en scène des travailleurs du privé, présents massivement lors des journées d'action du 29 janvier et du 19 mars, avec en toile de fond la multiplication des grèves et conflits contre les licenciements, les fermetures d'entreprises ou le chômage partiel.

Sur le dernier trimestre 2008, il y a eu près d'un demi-million de licenciements, auxquels s'ajoutent les 146 000 travailleurs qui subissent le chômage partiel. Sur le 1^{er} trimestre 2009, ce sont 187 800 emplois salariés qui ont été supprimés d'après l'INSEE, touchant l'industrie, le bâtiment, etc. Sur la même période, la masse salariale a baissé de 2,2 %, du jamais vu depuis que ces statistiques ont été créées en 1970.

Ce sont les salariés des équipementiers de l'automobile qui ont été immédiatement touchés et ont réagi les premiers. Ce fut aussi la grève de Toyota pour exiger le paiement du chômage partiel à 100 %; celle de Caterpillar à Grenoble contre les licenciements, où les salariés séquestrèrent leur direction, suivis par ceux de Sony, Molex, 3M...

La lutte des « Contis » a exprimé le plus radicalement le sentiment d'avoir été floués. La fermeture de l'usine de Clairoux, laissant plus de 1 000 familles à la rue, intervenait après l'acceptation des 40 heures sous couvert de sauver l'emploi. S'ils n'ont pu empêcher les licenciements, ils ont vendu leur peau le mieux qu'ils pouvaient.

Bien peu de ces luttes ont pu être victorieuses. Et, du point de vue revendicatif, cette première phase de mobilisation contre la crise est un échec. Cela souligne la responsabilité des directions syndicales qui ont combattu la perspective d'un mouvement d'ensemble et laissé isolés les travailleurs frappés par les licenciements. Mais notre appréciation du mouvement ne peut en rester là. Cette phase se traduit aussi par des évolutions politiques, des prises de conscience qui seront déterminantes pour préparer la suite.

L'influence de la grève générale en Guadeloupe

Ce qui n'a pas réussi à prendre corps en France a débouché en Guadeloupe sur une grève générale qui a fait reculer et céder le patronat et le pouvoir. Certes, ce qui s'est passé en Guadeloupe ne peut être mécaniquement plaqué ici. Mais l'empressement des dirigeants syndicaux, en particulier de Thibault, à répéter que tout cela n'était pas « *transposable* » ici est bien significatif de leur crainte.

L'un des facteurs essentiels de la radicalité en Guadeloupe résulte d'une conscience de classe plus grande du fait que le clivage social est accentué par le clivage colonial. C'est un facteur déterminant, mais qui ne fait que souligner la nécessité de renforcer ce sentiment d'appartenance à un même camp social. Qu'est ce qui empêche qu'un front social et politique se constitue pour porter sur tous les terrains les exigences du monde du travail et préparer un affrontement avec le pouvoir pour le contraindre à céder ?

Le débat à mener est bien là : la politique du dialogue social et de ceux qui croient ou laissent croire que l'on peut obtenir par les élections ce que l'on n'obtient pas par les luttes qu'eux-mêmes freinent, ou celle de la lutte de classe pour regrouper les forces et les faire converger.

A ce propos d'ailleurs, la tentative de Sarkozy d'engluer le LKP dans la comédie des états généraux d'Outre-Mer est un échec complet. Alors que des militants sont poursuivis par la justice et que la lutte pour faire imposer les accords Bino continue, Domota vient de refuser l'invitation de Sarkozy et le LKP appelle à une semaine de mobilisation pour leurs revendications.

L'écho qu'a rencontré la grève générale en Guadeloupe ne relève pas de la seule solidarité mais bien de la compréhension qu'il y a dans la formule du LKP une ébauche de réponse à la question clé : construire des directions à la base, suppléer à la carence des directions syndicales tout en construisant l'unité.

Les directions syndicales prisonnières de la politique du gouvernement

Les directions syndicales ont laissé s'exprimer la colère pour mieux l'abandonner à elle-même. Le mécontentement longtemps contenu s'est donné libre court quand les directions syndicales se sont senties obligées de lui en donner la possibilité. Mais celles-ci n'ont jamais voulu un affrontement avec le pouvoir. Leur politique n'a jamais été au-delà de laisser s'exprimer le mécontentement, sans tenter de lui offrir la moindre perspective. D'où leurs attaques contre les militants du NPA qui représentaient, bien au-delà de leur force réelle, une perspective ou l'ébauche d'une politique vers un mouvement d'ensemble.

Ceci dit, elles n'ont pas eu à affronter une révolte des travailleurs, une colère contre elles si ce n'est dans quelques cas locaux comme à Caterpillar ou à EDF-GDF. En effet, si une fraction importante des travailleurs semblait favorable à un mouvement d'ensemble, eux-mêmes n'y étaient pas prêts ou n'osaient s'en imaginer les acteurs. Il y a eu une explosion de ras-le-bol massive mais sans perspective politique, et au cœur de cette révolte, les militants les plus combattifs n'ont pas eu la force de faire émerger cette perspective, cette volonté.

Dans ce contexte, l'enjeu aujourd'hui est d'armer politiquement la combativité nouvelle des travailleurs, en particulier des jeunes qui, jusqu'alors, ne se sont pas posé le problème de la lutte et découvrent brutalement la désaffection des directions des confédérations syndicales.

Le débat est ouvert en particulier parmi les équipes militantes. En combattant la perspective de la lutte d'ensemble et ceux qui la défendent, les directions des confédérations syndicales elles-mêmes l'ont ouvert. Il s'agit d'occuper toute notre place dans ce débat, en particulier dans la CGT où le congrès se tiendra à la fin de l'année.

Il nous faut mener le débat sur les revendications, la légitimité de l'interdiction des licenciements, du partage du travail entre tous sans perte de salaire. Il faut également mener le débat sur les objectifs des luttes : permettre que les confédérations rencontrent le gouvernement dans le cadre d'un n^{ième} calendrier de soi-disant négociations... ou donner confiance dans la capacité des travailleurs à développer leur lutte, les faire converger pour devenir une réelle force face au patronat et au gouvernement. Discuter et travailler au regroupement, par delà les appartenances syndicales, de celles et

ceux qui veulent préparer l'affrontement avec le pouvoir va de pair avec le renforcement de l'influence et de l'implantation du NPA au sein des entreprises.

Le mouvement marque le pas, mais un peu partout la lutte contre les licenciements s'organise. De nouvelles forces se font, une nouvelle conscience lucide sur le rôle des directions de confédérations syndicales émerge. Après avoir rompu avec la gauche institutionnelle, le PS, les travailleurs se détournent des directions bureaucratiques, l'heure est au regroupement, à l'organisation de celles et ceux qui ne craignent ni la lutte de classe ni la démocratie.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

Le mirage de la reprise ou comment la politique des classes dominantes alimente leur crise

Depuis quelques semaines, l'« embellie boursière » qui touche, avec des hauts et des bas, les Bourses, les statistiques récentes moins catastrophiques que les précédentes, alimentent les spéculations sur une « sortie de crise » ...

Pour l'OCDE, selon son dernier rapport, la reprise serait « *sur les rails* »... Mais elle précise que « *la reprise qui arrive sera à la fois fragile et faible pour un certain temps et les conséquences économiques et sociales seront durables* », que « *de nouvelles secousses du système financier ne sont pas à exclure* » et que la « *hausse substantielle du chômage* » va se poursuivre. Et ajoute que « *ce n'est pas le moment de se relâcher* », autrement dit qu'il faut poursuivre les politiques de soutien au système financier contre les salariés.

Le comité de politique monétaire de la banque fédérale des Etats-Unis qui se réunissait ce début de semaine pour se pencher sur la « sortie de crise » fait la même analyse : « *Le rythme de contraction de l'économie ralentit* », mais l'activité économique devrait rester « *faible pendant un temps* » encore. Ce qui justifierait la poursuite d'une politique de taux « *extrêmement bas* » pendant une « *longue période* », pour tenter d'assurer un « *flux permanent du crédit* ».

Quant à Sarkozy, il a affirmé devant le congrès de Versailles que « *la crise n'est pas finie. Nous ne savons pas quand elle se terminera. Nous devons tout faire pour que ce soit le plus rapidement possible. En attendant nous devons continuer à soutenir l'activité. Nous devons continuer à garantir la stabilité de notre système bancaire* ». Sans oublier de préciser qu'il était plus que jamais nécessaire de poursuivre la politique de « *réformes* », autrement dit d'attaques contre le monde du travail, les services publics, les retraites...

En clair, cette sortie de crise a tout du mirage...

Une reprise qui n'est que celle des profits...

Si la Bourse est repartie dans une phase de hausse depuis plusieurs semaines, ce n'est pas parce que la récession qui frappe « l'économie réelle » serait en voie de s'achever, mais parce que le monde de la finance a repris confiance dans la possibilité de tirer de l'argent de la spéculation financière en général, et du casino boursier en particulier.

Il y a plusieurs raisons à cela.

Dans certains secteurs de la production (construction, automobile...), en fermant des sites, en jetant des milliers de travailleurs à la rue, les patrons ont « ajusté » les capacités de production à une demande qui s'est effondrée du fait des reculs sociaux et de l'aggravation du chômage. Ces mesures de destruction d'emplois, de capacités de production, s'accompagnent d'attaques en règle contre les salaires, au prétexte que dans une période de crise, pour sauver les emplois, il n'y aurait pas d'autre solution que de baisser les salaires... Les taux de profit s'en trouvent restaurés, donc les espoirs de dividendes pour les actionnaires. Actionnaires qui, par ailleurs, du moins pour les grandes entreprises, ont été particulièrement gâtés.

L'éditorial des *Echos* du 23 juin, intitulé « *Le joug des actionnaires* », résume cette situation : « *Avec la crise, on allait voir ce qu'on allait voir. Finie la dictature des actionnaires ! [...] Les salariés allaient prendre leur revanche après trois décennies d'écrasement. [...] Patatras ! Une fois encore, rien ne s'est passé comme prévu. Les salariés n'ont pas du tout pris leur revanche. Ils seront des centaines de milliers à perdre leur emploi en France, des dizaines de millions à l'échelle de la planète. Ceux qui ont la chance de garder leur poste ne sont pas près de voir la couleur d'une augmentation. [...] Et en face, du côté du capital, on est loin de la Berezina. Si les profits du CAC 40 ont dévissé de 40 % l'an dernier, ses actionnaires ont encaissé des dividendes amputés de seulement 13 %.* ».

A cela s'ajoute le résultat de la politique des Etats et des banques fédérales qui ont tout fait, depuis des mois, pour rassurer financiers et boursicoteurs. Et ce n'est pas le plan de régulation financière annoncé par Obama à la fin de la se-

maine dernière, ni le « comité européen du risque systémique » mis en place par le dernier sommet européen sous l'égide de Merkel, Sarkozy et Barroso qui changeront les choses, bien au contraire.

Il n'y a rien, dans les attributions de ces nouvelles institutions qui soit en mesure de s'opposer un tant soit peu au risque de voir se créer une nouvelle accumulation de titres toxiques. Cela revient, de fait, à les encourager.

D'autant que ces gestes politiques s'accompagnent de mesures sonnantes et trébuchantes : le maintien, décidé mercredi 23 juin et « pour une longue période » des « taux extrêmement bas » de la banque fédérale américaine ; le prêt de plus de 420 milliards d'euros accordé, le même jour, par la banque centrale européenne à un millier de banques, au taux fixe de 1% et pour un an... Une première, nous dit-on ! Mais cette nouvelle séance de planche à billets ne peut qu'encourager la spéculation comme le fait remarquer une journaliste économique : « *il n'y a aucune garantie que les banques vont utiliser ces liquidités supplémentaires pour prêter davantage* » aux industriels ou aux particuliers...

Enfin, il est bien connu dans le monde de la finance que quand la crise est en train d'atteindre son point bas, c'est le moment d'acheter des actions : acheter quand c'est bas, pour profiter quand ça va reprendre... Mais ça n'est pas sans une certaine crainte, comme vient de le montrer la chute de Wall Street, lundi 22, la plus importante depuis fin avril, et dont le journal *Les Echos* analyse ainsi les causes : « *Le marché est relativement fragile parce qu'il avait beaucoup monté sur des attentes d'amélioration économique, donc dès qu'on commence à parler de la conjoncture de manière négative, ça effraie un peu* ». Ces informations « négatives » et « effrayantes » viennent de la Banque mondiale qui prévoit une chute du PIB de la planète de 2,9 % et dont le diagnostic « *renforce les craintes que l'économie ne serait pas aussi engagée sur la voie de la reprise que le rebond récent des marchés boursiers le laisse entendre* »...

Comme le dit l'OCDE, « *de nouvelles secousses du système financier ne sont pas à exclure* »...

... tandis que la récession se poursuit de plus belle

Par delà le bluff sur la reprise, les rapports de l'OCDE et autres sont bien obligés de prendre en compte l'ampleur de la récession qui frappe l'économie mondiale : une chute globale du PIB sans précédent, un marché mondial en recul de 16% pour l'année...

En France, les investissements sur l'ensemble des entreprises auraient baissé de 16 % cette année. Un responsable de Natixis écrit : « *Les entreprises font face à un marché très déprimé, avec peu de perspectives d'amélioration rapide de la demande. En outre, elles se retrouvent avec des contraintes de crédit beaucoup plus fortes. Elles utilisent leur trésorerie pour financer le fonds de roulement. C'est autant d'argent en moins disponible pour investir.* »

Chute des investissements qui se traduit dans les statistiques qui viennent de tomber sur le secteur des biens d'équipement. Ce secteur, qui fabrique des machines destinées aux autres secteurs de la production, et subit un recul brutal de la demande. Ce recul a atteint 43 % pour Caterpillar en mai. Un fabricant de pompes hydrauliques, Sulzer, annonce que la situation « *a continué de se détériorer ces derniers mois et aucun rétablissement rapide ou amélioration n'est attendu* »... En même temps, alors que l'effondrement du secteur des biens d'équipement est de même ampleur dans l'ensemble des vieux pays industrialisés, ce secteur reste en légère croissance en Chine. C'est le signe que le recul global de la production mondiale des biens d'équipement s'accompagne d'un transfert croissant de la production vers les pays à bas coût de main d'œuvre. C'est la poursuite de la politique de restauration des taux de profits que mène la bourgeoisie, l'accumulation de nouvelles contradictions, de nouveaux sujets d'aggravation de la crise.

Une fuite en avant qui aggrave l'exploitation, les inégalités, et nourrit la crise

Des centaines de milliers de travailleurs sont en train de perdre brutalement leur emploi dans le monde entier. Un drame social sans précédent, ce que les rapports officiels annoncent en passant avec des formules du style : « *la hausse substantielle du chômage va se poursuivre* » !

Aux attaques contre les salaires dans les entreprises privées sous prétexte de maintenir les emplois s'ajoutent les mesures prises par les Etats pour soi-disant réduire leurs déficits. Les milliards d'euros jetés dans le système financier pour le soutenir ont gonflé la dette publique, et les gouvernements commencent déjà à présenter la facture. Tel le ministre du budget, Woerth, qui annoncé que le déficit de l'Etat atteignait désormais 115 milliards d'euros, plus de 7% du PIB... Un prétexte de plus, s'il en fallait, pour annoncer de nouveaux coups, dont le recul de l'âge de départ à la retraite. Et bien entendu la poursuite de la suppression de postes dans la fonction publique, car il est bien connu, comme le dit le ministre, que le « *le déficit dû aux frais de fonctionnement [le salaire des fonctionnaires], c'est très mauvais. Le déficit dû à la relance [les cadeaux aux banquiers], c'est différent* »...

Tout cela contribue à dégrader considérablement la situation de l'ensemble de la population, à accentuer l'exploitation de « *ceux qui ont la chance d'avoir gardé leur poste* », à creuser les inégalités sociales.

Car du côté des plus riches, selon une enquête de la banque d'affaires US Merrill Lynch, ça ne va pas trop mal, merci. Il y a certes moins de « millionnaires » cette année, et ceux qui le restent ont perdu beaucoup d'argent avec l'effondrement

financier. Mais les 8,6 millions qui subsistent se partagent quand même le total de 32 800 milliards de dollars (hors leurs résidences et autres voitures de sport, yacht, etc.). Richesse qui devrait se remettre à croître, si on en croit les auteurs, de plus de 8 % par an avec la « reprise »...

Ce sont là deux aspects diamétralement opposés d'une guerre de classe qui, en plus de creuser les disparités sociales, accumule les conditions d'une aggravation de la crise.

L'aggravation massive du chômage, la baisse du pouvoir d'achat global de la population active diminuent la demande solvable, limitent le marché sur lequel les marchandises produites peuvent trouver preneur. Cela crée ainsi une situation en totale contradiction avec la perspective d'une reprise économique réelle. Elle ne peut déboucher au mieux que sur une phase de stagnation chronique, des oscillations entre récession et mini-reprises, à partir d'un niveau d'activité économique bien inférieur à ce qu'il était avant le début de la récession, le niveau auquel l'aura conduit la purge qui frappe le système économique.

Il n'y a pas d'issue hors de la remise en cause du pouvoir des classes possédantes pour mettre en œuvre une politique répondant à l'urgence sociale grâce à la prise de contrôle de l'économie par les travailleurs et la population.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)

Israël-Palestine : l'impasse du nationalisme et la nécessité de renouer avec une politique prolétarienne

La récente agression d'Israël à Gaza n'a fait que mettre en lumière une fois de plus l'atrocité et l'absurdité de ce conflit : des milliers de morts du côté palestinien, et toujours la même impasse pour Israël, obligée de vivre en permanence sur le pied de guerre depuis sa création. C'est l'expression à la fois d'un échec et d'une faillite.

La faillite est celle du sionisme, ce projet politique inventé par Théodore Herzl en 1897, destiné à protéger la vie des Juifs dans le cadre d'un Etat national, mais dont le bilan est exactement à l'opposé puisque c'est précisément en Israël que la vie des Juifs est menacée, et nulle part ailleurs dans le monde.

Mais l'échec est aussi celui des organisations nationales palestiniennes qui semblent incapables d'offrir aujourd'hui la moindre perspective. La raison n'est pas liée seulement au rapport de force, face à un Etat surarmé et protégé par les USA. C'est aussi une question de choix politiques et une question de classe qui doivent nous interroger : se battre, mais pour quel projet de société, avec qui, et de quelle manière, au profit de quelle classe sociale ? C'est tout cela qui est en jeu. Or, sous prétexte que la question nationale est au premier plan, on fait souvent comme si la lutte de classe avait disparu, comme si ces événements avaient lieu sur une planète différente de la notre !

Il est pourtant vital de ne pas en rester à ces fausses évidences. Car l'impasse actuelle dans laquelle se trouve ce conflit ne peut qu'accentuer certaines dérives, notamment celles qui pourraient nous amener assez vite du nationalisme à des terrains plus nauséabonds, comme le racisme et la guerre de religion. On l'a vu récemment en France lors de l'attaque israélienne contre Gaza : sous prétexte d'apporter un message de paix, les médias ont volontairement et même exclusivement mis en scène quelques gestes de réconciliation entre rabbins et imams, comme si le conflit était avant tout religieux, ce dont malheureusement une partie de la population semble persuadée désormais. Le conflit opposerait donc des Juifs à des Arabes ou des Juifs à des Musulmans... la question nationale étant désormais étroitement mêlée avec celle de la religion. Auquel cas le risque de transformer ce conflit en une « guerre de civilisation » n'est plus très loin, c'est même presque inévitable lorsque les questions politiques, notamment celles de l'impérialisme, et le fait matériel et incontournable des classes sociales, sont évacués d'office.

Les récentes déclarations de Netanyahu lors de son premier voyage aux Etats-Unis ne peuvent que renforcer cette dérive, de même que celles, bien sûr, d'Obama lors de son voyage au Caire. Tandis que le président américain fait mine de tendre la main aux Musulmans, le premier ministre israélien insiste de son côté sur l'identité religieuse et ethnique d'Israël : un « Etat juif » [1]. Or il y a évidemment une différence entre un Etat censé appartenir à l'ensemble des citoyens israéliens et un Etat appartenant aux seuls Juifs. C'est non seulement écarter les 20 % de citoyens israéliens qui sont arabes, mais également tout idée de retour des réfugiés palestiniens et donc tout processus de paix un minimum crédible. C'est surtout revenir aux fondements mêmes du sionisme, ce mélange ambigu de nationalisme et de religion et indiquer par là même le chemin sinueux qui mène des origines aux dérives actuelles.

C'est pourquoi il est indispensable de revenir sur l'étude du passé pour ne pas être prisonnier d'un certain fatalisme et d'une vision pour le moins réductrice du conflit. Il n'y a pas davantage de fatalité à la situation actuelle qu'il n'y en avait dans le passé à ce que les luttes d'émancipation nationales et sociales des Juifs et des Arabes prennent le chemin du na-

tionalisme et de l'affrontement religieux. A chaque fois, il y a eu des choix politiques qui ont été des choix de classe. Ce sont ces choix qui ont mené à l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui et dont il faudra bien sortir un jour.

[Lire l'article complet sur notre site : www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

Jean-François Cabral

[1]- Conférence de presse du 18 mai lors de son voyage aux USA.

[Au sommaire](#)

150^{ème} anniversaire de la parution de « L'Origine des espèces »

Le socialisme ou la continuité de l'évolution des sociétés humaines...

Nous avons voulu, tout au long de la série d'articles sur Darwin à l'occasion du 150^{ème} anniversaire de la publication de « *L'origine des espèces* », souligner l'actualité de la théorie de l'évolution, qui repose sur une conception matérialiste à la base de toute démarche pour comprendre le monde et agir sur lui. Nous avons voulu souligner l'actualité du matérialisme qui, en tant que démarche scientifique, est indispensable aux opprimés pour saisir les enjeux et les conditions objectives du combat pour changer la société. Et ainsi apporter notre modeste contribution à sa défense, un combat d'autant plus fondamental aujourd'hui que la crise globale du capitalisme et son cortège de désastres renforcent les préjugés, le moralisme, les idées réactionnaires de toutes sortes, entretenus et utilisés par les classes dominantes contre les idées d'émancipation.

Darwin a transformé la vision de la place de l'homme dans l'évolution en l'intégrant pleinement à la nature, en commençant à établir une continuité entre nature et culture, entre évolution du monde vivant et histoire des sociétés humaines en dehors de toute intervention divine ou surnaturelle. Ainsi que Marx l'écrivait à Engels, la théorie de l'évolution est « *le fondement historico-naturel de notre conception* ».

Discuter de la théorie de l'évolution participe de l'indispensable travail de réappropriation du marxisme auquel les révolutionnaires sont confrontés. La théorie fondée par Marx prend en effet appui sur les progrès de la pensée humaine, des connaissances scientifiques ; elle est le prolongement de la théorie de l'évolution de Darwin pour comprendre l'Histoire et le développement des sociétés humaines et donne ainsi aux luttes d'émancipation, à la perspective du socialisme, une base matérialiste, scientifique, objective. Elle leur donne aussi leur force au sens où elle enrachine les idées d'émancipation dans les faits sociaux eux-mêmes, dans leur histoire, leur développement.

[Lire l'article complet sur le site www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

Bruno Bajou et Christine Héraud

[Au sommaire](#)